

LA REVOLUTION CULTURELLE et le TROTSKYSME

La « révolution culturelle » est visiblement engagée dans une nouvelle phase. Il apparaît que la fraction Mao, s'étant heurtée à une forte résistance dans l'appareil du parti et celui de l'Etat, s'efforce de surmonter cette résistance. Sa formule présente est celle de l'établissement d'une « triple alliance » pour diriger le mouvement. Cette « triple alliance » est constituée en premier lieu par l'armée, ensuite par les « rebelles révolutionnaires » (c'est-à-dire par ceux qui ont répondu aux appels de Mao) et enfin par les cadres, même par ceux qui auraient commis des fautes, à condition qu'ils veuillent bien suivre le mouvement. Cela semble signifier que Mao cherche à dissocier les opposants et à établir une sorte de nouvelle direction. Le maître opérateur, dans la phase actuelle, serait Chou En-Laï qui, tout en suivant le groupe de Mao, n'avait pas coupé les relations avec les autres fractions.

Cette « triple alliance » est donc une sorte de combinaison entre fractions ou sous-fractions bureaucratiques, loin du type d'organisation de la Commune de Paris où les diverses tendances ouvrières et socialistes opposaient leurs programmes et se soumettaient démocratiquement aux votes des travailleurs. Le terme de Commune n'est d'ailleurs plus guère employé dans la presse chinoise.

Les coups sont maintenant plutôt dirigés contre les « opportunistes de gauche », contre les gardes rouges qui ont commis des « excès » en s'attaquant à des bureaucrates privilégiés, etc. En dépit de « l'infailibilité » de Mao, celui-ci a vu l'opération qu'il avait déclenchée à la fin de 1965 se dérouler d'une façon inattendue. Il s'est ensuite lancé de ce fait dans une sorte d'escalade de la lutte contre les opposants, jusque vers la mi-janvier où, par suite de l'entrée en jeu de masses, comme les ouvriers de Shanghai, il a commencé à manœuvrer pour endiguer des débordements menaçants. Si l'on peut s'attendre à bien des surprises, on peut d'ores et déjà être certain que la Chine ne reviendra pas à l'état où elle se trouvait quand la « révolution culturelle » a commencé. La bureaucratie a été affaiblie, la direction s'est disloquée, et tous ceux qui en faisaient et en font partie ont perdu de leur prestige.

x x x

Laissons pour le moment l'analyse politique des événements. Il n'est pas inutile de procéder, à l'occasion de ceux-ci, à quelques observations théoriques. La pensée scientifique progresse notamment par la définition et la mise au point de catégories : dans le domaine des sciences de la nature, par exemple, l'atome, l'électron, etc. Dans le domaine des sciences sociales, la valeur-travail, la plus-value, la classe la dictature du prolétariat... Dans le domaine plus particulier de la pensée politique, le mouvement trotskyste, à propos des développements de la société soviétique a enrichi le marxisme de théories concrétisées dans plusieurs catégories : l'Etat ouvrier dégénéré bureaucratiquement, le stalinisme, la révolution politique. Voyons ce que les événements chinois ont apporté à leur sujet.

La dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique, il suffisait de l'évoquer pour que la bureaucratie soviétique crie au trotskysme. Rappelons-nous qu'il y a environ trois ans, lorsque le conflit sino-soviétique donnait lieu essentiellement à de controverses idéologiques, Souslov, au nom du C.C. du P.C.U.S. dénonçait les Chinois comme faisant du trotskysme lorsqu'ils critiquaient les dégénérescences en Union soviétique. A présent, nous voyons que Mao dénonce des phénomènes de dégénérescence en Chine même, dans les appareils du Parti et de l'Etat. Certes, les conceptions de Mao en la matière (le rétablissement du capitalisme, etc.) sont,

comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, une expression de l'incapacité de la bureaucratie à se comprendre comme telle ; elles relèvent de la fausse conscience, de l'idéologie, mais elles témoignent cependant de l'obligation de la reconnaissance du phénomène de la dégénérescence comme étant valable non seulement pour l'U.R.S.S. mais aussi pour d'autres Etats ouvriers.

Le mouvement trotskyste analysa le stalinisme comme une forme unique de bureaucratisme de l'U.R.S.S. et de toute une aile du mouvement ouvrier révolutionnaire, due à un concours de circonstances exceptionnelles (l'état arriéré de l'Union soviétique, son isolement, le reflux de la révolution mondiale), et en déduisit que toutes les autres formes de bureaucratisme seraient très différentes du stalinisme. Dès le début de la « révolution culturelle », et même dès le début du conflit sino-soviétique, nous avons souligné cette différence capitale, et chaque événement qui survient la confirme. En U.R.S.S., Staline a recouru sans cesse à la police pour étouffer l'opposition et les masses. En Chine, dans la lutte entre fractions bureaucratiques, l'une d'elles et, probablement, plusieurs d'entre elles se sont adressées à diverses couches des masses. En outre, chacun peut constater que le prestige de la révolution chinoise n'entraîne aucune manifestation, à l'échelle internationale, comparable à la stalinisation des P.C. Les groupes pro-chinois qui suivent la « pensée de Mao » sont extrêmement faibles. Il n'est pas question d'un retour ou d'une aspiration de bureaucrates chinois à la démocratie ouvrière, mais les différences sont si considérables avec les événements de l'Union soviétique et dans le monde que la spécificité du stalinisme est établie sans conteste.

De toutes les catégories de la pensée politique introduites par Trotsky, la révolution politique fut sans aucun doute la plus audacieuse, celle qui souleva le plus de problèmes. Pendant des années, elle resta sans vérification, et semblait à beaucoup une vue de l'esprit. Berlin en 1953, la Pologne et la Hongrie en 1956, furent des mouvements de masse qui commençaient à donner corps à cette catégorie de la révolution politique. Les événements de Chine ne sont pas la révolution politique. Tout au plus peut-on dire que ces événements, tout comme la « déstalinisation » opérée par la bureaucratie en U.R.S.S., et que Mao dénonce si farouchement, constituent un stade préparatoire à une telle révolution. Ce qui est à souligner, c'est le fait que la direction Mao, pour justifier son opération, est amenée à expliquer la « révolution culturelle » comme « une révolution dans le cadre de la dictature du prolétariat », autrement dit à faire appel à une notion proche de la révolution politique. D'ailleurs, tout récemment, à Cuba, où on envisage sérieusement le problème de la bureaucratie et de la lutte contre celle-ci, on parle d'« une révolution dans le sein de la révolution ».

Ainsi, sur trois points essentiels de la théorie trotskyste, les événements les plus récents apportent des vérifications si éclatantes que les dirigeants chinois d'une part, les dirigeants cubains d'autre part, sont obligés de penser ces événements en des termes qui ne sont certainement pas ceux de notre mouvement, mais qui s'en rapprochent visiblement, même si cela se fait d'une façon plus ou moins difforme.

C'est là une victoire théorique du trotskysme. Les voies de la victoire politique seront encore longues, tortueuses et pénibles. Mais le résultat ne peut faire de doute, car notre mouvement est le seul qui dispose de l'arsenal théorique qui permette de saisir correctement les gigantesques événements qui bouleversent actuellement le monde.

Pierre FRANK.

ATTENTE OU ACTION ?

(Suite de la page 1)

Capitant, Vallon et consorts reprochent amèrement à Pompidou, c'est non d'avoir fait, comme ils disent, une politique de droite, mais de n'avoir pu empêcher que le gaullisme apparaisse désormais pour ce qu'il est, de droite, et que soit réduit ainsi à néant, complètement démythifié, le gaullisme « de gauche ».

De Gaulle entendra-t-il leurs récriminations et leurs prières ? S'engagera-t-il, limogeant Pompidou, dans la voie qu'ils préconisent ? L'avenir de Pompidou est peu sûr, mais c'est toute la satisfaction que peuvent espérer les gaullistes de gauche, car le général, tacticien habile, sait compter ses billes. Il n'est pas un « gaulliste de gauche », lui qui a su les utiliser. L'échec retentissant de Vallon à Sarcelles montre à la fois que la classe ouvrière ne s'est pas laissée prendre à la démagogie sociale du régime et que les électeurs bourgeois la craignent. De Gaulle sait qu'il n'a rien à gagner à gauche, d'autant qu'il a beaucoup à perdre ailleurs.

Giscard et ses quarante républicains indépendants (leur nombre a des chances d'augmenter avec la crise du régime) constituent la clé de la majorité ; ils ne manqueront pas de jouer de leur position de force, d'amener le premier ministre et le président à composition, y compris dans le domaine réservé de la politique étrangère. Le terrain sur lequel de Gaulle pourrait jouer du plébiscite, brisant le front F.G.D.S.-P.C.F., celui de sa politique anti-atlantique, se trouve ainsi fermé. La marge de manœuvre du bonaparte s'est extraordinairement réduite. Celle-ci est encore réduite par l'imminence d'échéances, reculées à des fins électorales, qu'il faudra acquitter dans un climat social lourd d'orages : réforme anti-ouvrière de la Sécurité sociale, augmentation des tarifs de l'E.D.F. et des transports publics, augmentation consécutive des prix. Le bonaparte est devenu le prisonnier de la droite, à moins qu'il ne se jette dans une aventure où son régime s'abîmerait en catastrophe, laissant la bourgeoisie dans une situation funeste.

Les gaullistes cependant sont toujours au pouvoir, et si certains cherchent dès maintenant des points de chute chez les giscardiens ou à la F.G.D.S., d'autres, parvenus décidés à ne pas se laisser dépasser et qui contrôlent un appareil policier surdéveloppé, pourraient tenter, lors de la disparition du général ou en cas de crise politique aiguë, de s'imposer par une solution de force. C'est par un coup d'Etat qu'ils sont parvenus au pouvoir. Récemment, c'est en paraphrasant l'article 16 que de Gaulle s'est adressé à la nation la veille du premier tour, leur montrant ainsi la voie. Il faut toutes les illusions légalistes de la gauche française, et toute sa lâcheté pour ignorer ou jeter un voile sur les dessous du régime dont l'affaire Ben Barka a permis d'entrevoir la nature.

Quand Jean Daniel, dans le *Nouvel Observateur*, voit la condition d'une alternative de gauche au gaullisme dans la simple homogénéité de l'opposition parlementaire et dans la constitution d'un contre-gouvernement sérieux et respectable, armé d'un programme conciliant les plus grosses contradictions des alliés, il faut crier casse-cou !

Chanter victoire — et qu'entend-on à gauche sinon un concert de jubilations ? — alors que la partie n'est pas sérieusement engagée, que l'épreuve décisive contre le régime n'est même pas envisagée avec réalisme, c'est préparer les défaites futures les plus amères. Saoul d'illusions parlementaires, la gauche bêle la joie de son « unité », purement négative et passive, et réprovoque les « maximalistes », esprits chagrins qui posent les problèmes de « stratégie ouvrière ». Il faut pourtant ouvrir les yeux.

La petite victoire électorale confirme la direction du P.C.F. dans son

cours actuel qu'elle poursuivra plus avant. Ce parti a abandonné complètement ce qui — en principe — demeurerait ses fins propres : le pouvoir des travailleurs. Théorisant son néo-réformisme, il revendique ce qu'il proclamait naguère refuser : être une force d'appoint.

La Fédération, elle, n'a pas tranché sur ses options, sa tactique, ses structures. Le problème de sa nature, cartel ou parti, n'est pas encore réglé. La rentabilité électorale démontrée de l'alliance avec le P.C.F., l'écrasement des centristes, ont mis une sourdine temporaire à l'expression de la tendance profonde à une alliance centre gauche-centre droit. Ce problème reste cependant posé, notamment par Pierre Uri, membre du contre-gouvernement, qui, dans le *Monde* du 26-27 mars, appelle la gauche du Centre démocrate au ralliement.

Quel est l'avenir de la Fédération ? Mendès-France, prudent, voulant garder les mains libres, préfère ne pas y brûler ses vaisseaux. La seule attitude nette de la F.G.D.S. concerne le P.S.U. : s'il est admis que celui-ci doit s'intégrer, on ne veut pas néanmoins le recevoir en bloc. L'édifice de la Fédération est trop fragile pour que l'on puisse en modifier sensiblement l'équilibre interne. Il faut casser le P.S.U., puis en récupérer les bons morceaux. Cette politique place les dirigeants de la tendance du P.S.U. favorable à une intégration dans la F.G.D.S. dans une position difficile, alors qu'ils sont talonnés par un fort courant hostile, et que se créent les conditions d'un regroupement d'extrême gauche à partir de la lutte contre la guerre du Vietnam.

Si la Fédération, dans les semaines qui viennent, va d'abord chercher à se définir, la question du programme commun de la gauche qui continue à être posée avec insistance par le P.C. dont c'est le principal cheval de bataille, a des chances de devenir une affaire importante. En effet, la direction du P.C.F. est prête à avaler toutes les couleurs dès lors qu'on lui fait miroiter la perspective d'une éventuelle participation gouvernementale, mais il n'en est pas de même des militants, mécontents d'avoir toujours à céder leur droit d'aînesse pour la portion de lentilles fades que leur réservent les « patrons républicains ». La discussion autour du contenu de ce programme peut donc devenir, dans les mois qui viennent, un facteur de différenciation politique au sein du P.C.F. La lutte au sein des organisations ouvrières pour que ce programme commun ait un contenu de classe peut donc être une étape de la différenciation préalable aux luttes futures.

Par ailleurs, l'attitude des formations politiques de gauche vis-à-vis des grèves de Rhodiocéta, Berliet, Saint-Nazaire, et des inévitables mouvements à venir, grèves qui, au-delà des augmentations de salaire, remettent en question la condition salariale et la gestion capitaliste, doit devenir le critère de leur nature politique, des intérêts sociaux qu'elles défendent.

Face à une attitude générale « dure » du patronat, des secteurs de la classe ouvrière se sont avérés capables de lancer des luttes défensives-offensives très combattives sur des motifs d'ordre très élevés. Si le mouvement n'est pas brisé — et ses ressources semblent larges — s'il parvient à desserrer l'étreinte des bureaucraties syndicales — et les dirigeants ne sont plus indisciplinés — il s'étendra ; de nouvelles générations ouvrières seront lancées dans la lutte dont les cadres chercheront des solutions politiques plus radicales que celles présentées par les partis ouvriers traditionnels.

Ainsi peuvent se créer, dans les mois qui viennent, les conditions d'une clarification politique dans le mouvement ouvrier, après une campagne électorale qui y aura fort peu contribué.

Thomas LECRET.

SVETLANA STALINE

La nouvelle est officielle : Svetlana Alliloueva, la fille de Staline, a demandé l'asile politique aux Etats-Unis. Asile politique ? A la connaissance du monde entier, Svetlana, dans la mesure où son existence était connue, n'avait jamais eu d'activité politique, aussi bien du temps de son père que de celui de ses successeurs. Pourtant, indépendamment des éléments personnels ignorés qui ont pesé dans la démarche de Svetlana, son cas a un aspect politique incontestable. En apprenant cette

nouvelle étonnante, on ne pouvait manquer de se rappeler ces mots de l'Ancien Testament : « Les pères ont mangé des raisins verts et les dents des enfants ont été agacées ».

Les crimes de Staline ont beaucoup affecté sa fille. On sait que la mère de Svetlana — qu'il s'agisse d'un meurtre ou d'un suicide — a été une victime de la politique de Staline au temps de la collectivisation forcée. Il est aussi fait mention d'un compagnon de jeunesse de Svetlana qui fut une victime de épurations monstres des années 1930.

C'est déjà loin, diront certains. Il n'est pas difficile de penser que les successeurs de Staline sont loin d'avoir apporté l'oubli à Svetlana. Car, pour ces successeurs, Staline doit être une « non person » en Union Soviétique, et comment une « non person » pourrait-elle avoir une fille ? Ces successeurs ont déjà passablement de difficultés avec les enfants des victimes de Staline, les Yakir, les Preobrajensky, les Okoudjava et d'autres. Les enfants des victimes, la fille du bourreau, chacun à sa façon, rappellent qu'il y a eu Staline et

que ceux qui sont aujourd'hui à la direction du Parti et de l'Etat ont survécu parce qu'ils ont été ses complices et ses exécuteurs.

La « déstalinisation », telle que l'ont faite et que la font les successeurs de Staline, est une opération de défense de ceux-ci, non le grand nettoyage dont la société soviétique a besoin et que seule la révolution politique des masses travailleuses pourra effectuer. Aussi longtemps qu'il n'en sera pas ainsi, les dents des enfants resteront agacées.